

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Sophie Nadal : Contribution à l'étude de l'extension des conventions collectives de travail.

DOCUMENT

Circulaire DRT n° 2002-09 du 5 mai 2002 relative au travail de nuit.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Les pouvoirs du juge prud'homal pour faire respecter le principe de comparution personnelle des parties.

Cour de cassation (Ch. soc.) 20 novembre 2001 - Note Daniel Boulmier (p. 445)

La production des éléments de preuve détenus par l'employeur dans le procès prud'homal.

Cour de cassation (Ch. soc.) 18 décembre 2001 - Note Michel Henry (p. 446)

L'absence d'obligation de développer les moyens de droit communiqués contradictoirement en vertu de l'oralité de la procédure prud'homale.

Conseil de prud'hommes de Reims (Sect. activ. div.) 18 mars 2002 - Note Michel Tanner (p. 447)

L'impossibilité pour les partenaires sociaux de disposer de l'effet impératif des conventions collectives et d'évacuer le principe de faveur.

Tribunal de grande instance (1^{re} Ch. sect. soc.) de Paris 14 mai 2002 - Note Michèle Bonnechère (p. 451)

La perte de confiance de l'employeur envers le salarié protégé ne peut jamais constituer par elle-même un motif pouvant servir de base à une autorisation de licenciement.

Conseil d'Etat (2^e sous-section) 21 décembre 2001 - Note Fabrice Reneaud (p. 457)

L'appréciation souveraine des juges du fond sur l'existence de la fraude dans la désignation des délégués syndicaux.

Cour de cassation (Ch. soc.) 7 mai 2002 - Avis de l'Avocat général Pierre Lyon-Caen (p. 466)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Table des Matières

SEPTEMBRE 2002

Doctrine :

Contribution à l'étude de l'extension des conventions collectives de travail, par **Sophie Nadal**,
Maître de conférences en droit privé à l'Université de Cergy-Pontoise 423

Document :

Circulaire DRT n° 2002-09 du 5 mai 2002 relative au travail de nuit 436

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Prestations en espèces – Rentes – Majoration pour assistance d'une tierce personne – Nécessité que l'assistance s'étende à l'ensemble des actes de la vie courante.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001 442

ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Arrérages des pensions versées à tort à un assuré décédé – Actions en répétition de la Caisse à l'encontre des héritiers – Prescription applicable (deux espèces) 1) Versements antérieurs au décès : prescription biennale de l'article L. 355-3 du Code de la sécurité sociale (première espèce) 2) Versements postérieurs décès : prescription quinquennale de l'article 2277 du Code de la sécurité sociale (seconde espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001 442
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001 443

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence (non) – Service public administratif géré par une personne publique – Agent non statutaire - Lien de droit public – Compétence du tribunal administratif.
TRIBUNAL DES CONFLITS 22 octobre 2001 444

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Comparution personnelle des parties – Motif légitime d'absence : non – Possibilité de représentation par l'avocat : non.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 novembre 2001 445
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy 445

1° CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Preuve – Charge – Éléments détenus par le seul défendeur – Obligation de les produire.
2° CONTRAT DE TRAVAIL – Salaire – Fixation – Éléments de calcul – Obligation de l'employeur – Étendue.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 décembre 2001 446
Note Michel Henry 446

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Oralité – Communication des moyens de droit suffisante – Obligation de développer (non).
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE REIMS (Sect. activ. div.) 18 mars 2002 447
Note Michel Tanner, Service juridique de l'UL de Reims 449

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Transfert d'entreprise – Nouvel employeur refusant l'application de la convention en vigueur dans l'entreprise transférée – Obligation de négocier une nouvelle convention – Négociation devant être poursuivie avec les syndicats représentatifs – A défaut, accord non opposable aux salariés qui peuvent se prévaloir du statut collectif antérieur.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 octobre 2001 450

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Convention de branche – Avenant modificatif – Clause de subsidiarité partielle par rapport aux accords d’entreprise ou d’établissement – Violation de l’article L. 132-23 – Ensemble indivisible – Annulation de l’avenant.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (1^{re} Ch. sect. Soc.) 14 mai 2002	451
Note Michèle Bonnechère	452
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Assurance des créances salariales – Contestation – Procédure abusive – Appel dilatoire – Condamnation de l’AGS à titre personnel à une amende civile.	
COUR D’APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 21 janvier 2002	454
Note Emmanuel Gayat	454
FONCTIONNAIRES – Mise sous tutelle impliquant la perte d’une partie des droits civiques – Absence de caractère répressif de cette privation – Élément ne pouvant servir de fondement à une radiation des cadres.	
CONSEIL D’ÉTAT (3^e et 8^e sous-sections) 22 février 2002	455
Note Marie-France Bied-Charreton	455
GRÈVE – Modalités – Service minimum imposé au sein d’une clinique – Réquisition de grévistes par voie judiciaire – Nécessité de justifier la demande pour chaque poste – Demande globale insuffisante à fonder l’intervention du Juge des référés.	
COUR D’APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Civ.) 26 février 2002	456
Note Arnaud de Senga	457
SALARIÉS PROTÉGÉS – Licenciement pour motif personnel – Perte de confiance – Élément ne pouvant constituer en lui-même un motif de licenciement – Nécessité de rechercher des éléments présentant un caractère objectif – Comportement non fautif de l’intéressé ne pouvant être pris en compte qu’en raison du niveau élevé de responsabilités exercées.	
CONSEIL D’ÉTAT (2^e sous-section) 21 décembre 2001	457
Note Fabrice Reneaud, Maître de conférences en droit public Université de Toulouse Le Mirail	458
SÉCURITÉ SOCIALE – Contentieux – Obligation de saisir la Commission de recours amiable de la caisse préalablement à toute instance devant le Tribunal des affaires de sécurité sociale.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 décembre 2001	461
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Salarié mandaté pour négocier la RTT – Exclusion du collectif de travail – Licenciement sans autorisation administrative – Délit constitué (oui).	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D’AVIGNON (Ch. Corr.) 30 mai 2001	462
Note Marc Richevaux	463
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Contestation – Invocation d’une fraude – Refus de contrôle de la Cour de cassation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 mai 2002	466
Avis de M. l’Avocat général Pierre Lyon-Caen	466
Note	468